



21 septembre 2021

## DECLARATION LIMINAIRE CONFERENCES SUR LES PERSPECTIVES SALARIALES

Madame la ministre,

Lors de la réunion du rendez-vous salarial du 6 juillet, Solidaires a eu l'occasion de vous dire sa déception si ce n'est sa colère, et ce n'est pas une posture, qu'une fois de plus aucune mesure générale ne figurait dans les plans du gouvernement. Pas de dégel du point d'indice notamment.

Dans cette seconde phase de la conférence sur les perspectives salariales que vous ouvrez aujourd'hui, qui doit durer plusieurs mois et s'achever en février 2022, de dégel du point d'indice, gelé depuis 2010, il ne semble pas être question.

Pourtant les agent-es publics ont perdu depuis plus de 10 ans 20 % de pouvoir d'achat. Et c'est bien un des bilans que nous devons tirer.

Pour Solidaires, d'autres mesures générales devraient être mises sur la table comme l'attribution d'un nombre de points d'indice identique pour toutes et tous. Mesure que nous revendiquons depuis de nombreuses années et qui auraient le mérite de réduire les inégalités.

Les mesures que vous avez présentées en juillet, nous l'avons dit, sont largement insuffisantes, en deçà des enjeux et manquent d'ampleur.

La meilleure preuve en est la revalorisation pour une partie des catégories C (et non pour l'ensemble des catégories C comme on a pu le lire et l'entendre bien trop souvent). Si revoir la grille de ces agent-es à la rémunération bien trop basse est indispensable, les mesures annoncées cet été, et aujourd'hui également comme certaines années précédentes ne permettent que de rattraper le SMIC. On court systématiquement derrière ! Quant aux autres mesures annoncées en juillet, pour Solidaires, elles ne sont en aucun cas suffisantes.

Pour Solidaires, nos discussions devront aborder la question de la reconnaissance de la qualification des agent-es de la fonction publique avec un examen particulier de la carrière des filières féminisées (santé, social, médico-social, notamment...) C'est primordial et doit se traduire, a minima, par des grilles de carrières linéaires revalorisées.

Vous souhaitez aborder l'égalité Femmes / Hommes et les déroulements de carrière. Solidaires attend effectivement que le protocole égalité signé en 2018 se traduise par de véritables mesures concrètes.

Solidaires revendique par ailleurs un recentrage de la structure de la rémunération de l'indemnitaire vers l'indiciaire par des mesures indiciaires fortes et l'intégration de la plus grande part de l'indemnitaire vers l'indiciaire.

Bien entendu, pour Solidaires, il est indispensable de procéder à des plans de titularisation des contractuel-les, déjà plus d'un million alors que le principe statutaire de recrutement de fonctionnaires titulaires sur les emplois permanents de la fonction publique doit être rétabli dans ses fondements.

Solidaires souhaite l'affirmer ici une nouvelle fois. Nous n'accepterons pas que les mesures générales tombent dans les oubliettes au profit de mesures parcellaires ou partielles, indemnitaires et ou catégorielles et par là-même totalement insuffisantes et inégalitaires, comme cela a été le cas notamment avec le Ségur de la Santé ou le Grenelle de l'Education.

En effet, elles creusent inéluctablement les inégalités F/H, entre catégories et entre versants

Les mesures générales ne coûtent pas un pognon de dingue. Elles permettent à l'ensemble des agent-es publics de voir enfin une revalorisation. Du plus sur leur traitement et leur compte en banque.

Solidaires souhaite l'affirmer ici : oui, nous vivons dans la réalité, celle où les agent-es publics en première lignée depuis des années et encore plus depuis la pandémie, malgré des conditions de travail en constante dégradation, voient leurs conditions de vie se dégrader. Ils et elles ont droit, toutes et tous, à voir leur travail reconnu par autre chose que des mercis et des applaudissements.

Cette conférence salariale s'ouvre donc. Nos exigences seront fortes en termes de revalorisation des rémunérations pour les agent-es publics.

Vous indiquez que les 4 mois qui s'ouvrent seront des mois de discussions et que ce qui en sortira sera laissé au gouvernement suivant.

Pour Solidaires, nous vous le disons clairement, nous sommes ouverts à la discussion mais sur des pistes et des orientations d'envergure qui prennent corps dès maintenant, et non en renvoyant à une hypothétique mise en œuvre au quinquennat ultérieur, comme PPCR, dont on a constaté le piètre résultat. Nous ne souhaitons pas entamer des réunions, user de beaucoup d'énergie pour qu'à la fin il ne se passe rien. Il y a une véritable urgence sur la question salariale des agent-es publics.

Au-delà de ce que nous vous déjà indiqué (point d'indice, supplémentaire pour toutes et tous, reconnaissance de la qualification, mesure forte de réduction des inégalités et reconnaissance des compétences ...)

Pour Solidaires, la question de l'amélioration de la rémunération des agents doit s'accompagner d'un plan d'investissements massif dans les services publics et par l'arrêt des suppressions de postes !